

LISTE

pour le socialisme, le pouvoir aux Travailleurs

Ligue Communiste Révolutionnaire

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, FAITES VOS COMPTES

Derrière le « libéralisme » de Giscard et les démonstrations du professeur Barre, derrière leurs discours télévisés, il y a une réalité, la nôtre, celle que nous vivons tous les jours :

- l'augmentation des prix dépasse 10 % avec le plan Barre
- cette année, notre pouvoir d'achat a diminué de 3 % en moyenne.

Mais pour le Premier ministre « les Français vivent au-dessus de leurs moyens ».

Un tiers d'entre nous gagne moins de 2.000 F par mois, un million et demi de personnes sont sans emploi, surtout des jeunes et des femmes.

Mais les profits des patrons, eux, connaissent une belle progression : + 29 % pour Thomson - Brandt ; + 120 % pour Shelle France ; + 105 % pour Peugeot..

Et, lorsque pour riposter à ces licenciements, des travailleurs se mettent en grève, ils ont droit aux interventions de la police, ou à des milices patronales qui les expulsent comme à « Gervais - Danone », qui n'hésitent pas à tuer comme en juin 77 à Reims, en mitraillant un ouvrier, Pierre Maitre, qui gardait son usine occupée.

L'AUSTERITE INEVITABLE ?

On pourrait le croire, puisque les socialistes eux-mêmes, là où ils gouvernent, en Allemagne, au Portugal, appliquent une politique d'austérité et que les communistes soutiennent cette même politique en Italie et en Espagne.

L'austérité n'est inévitable aujourd'hui que si l'on veut sauver les super profits des trusts, si l'on veut sauver un système qui pour sortir de sa faillite voudrait entraîner à la misère des millions de travailleurs.

Dans la zone de Fos - Etang de Berre, c'est le règne et la domination écrasante des trusts industriels capitalistes. Une poignée de P.D.G. décide de l'avenir d'une région entière, de l'emploi, des conditions de travail, du logement, ils ont tout pouvoir sur notre vie.

On nous avait fait miroiter le miracle économique, nous n'avons eu droit qu'au chômage technique à répétition, aux licenciements, aux accidents du travail, à la généralisation de la ronde infernale du travail posté, à la pollution et au saccage de l'environnement. Le bilan de l'industrialisation de Fos - Berre c'est la preuve pour les travailleurs que les trusts français ou étrangers sont incapables de leur assurer des conditions de vie et de travail décentes, de développer le progrès économique et social d'une région.

Alors, tandis que P.C. et P.S. se chipotent pour une poignée de nationalisations de plus ou de moins, nous disons qu'il faut nationaliser tous ces trusts de la chimie, du pétrole et de la sidérurgie. Parce qu'il est naïf ou mensonger de parler d'économie au service des travailleurs, si on laisse aux mains des capitalistes une usine comme « Solmer », « Terrin » ou les raffineries du pétrole, dont les patrons sont des escrocs impunis grâce à Lecanuet, qui ont fait des milliards de bénéfice sur les prix du pétrole.

Et il n'est pas question, comme le proposent le P.C. et le P.S., de rembourser ces actionnaires qui ont amassé des profits monstrueux sur notre dos.

Nationaliser ne suffit pas. Il faut qu'enfin les travailleurs aient un réel pouvoir sur la marche de leur entreprise. Pas une seule décision concernant les salaires, l'embauche, les conditions de travail ne devra être prise sans que s'exerce le contrôle des travailleurs et de leurs représentants élus démocratiquement dans les ateliers, les chantiers, les bureaux.

Sans cela rien ne changera, les entreprises actuellement nationalisées comme la SNIAS à Marignane, ou la SNCF en sont un exemple.

Pour répondre aux aspirations des travailleurs, pour sortir de la crise, c'est dès maintenant au capitalisme qu'il faut s'en prendre. C'est la seule réponse honnête et réaliste.

NI AUSTERITE DE DROITE, NI AUSTERITE DE GAUCHE

Face à la crise qui ampute le pouvoir d'achat et accroît le chômage, les revendications immédiates des travailleurs doivent être satisfaites sans attendre.

SMIC à 2.400 F, et surtout, il faut une véritable échelle mobile des salaires, la semaine de 35 heures sans diminution de salaire, la création d'équipements collectifs, crèches ouvertes 24 heures sur 24.

Vivre au pays, c'est d'abord le droit d'y travailler, c'est le plein emploi sur place, c'est la suppression des déportations massives de populations comme les Lorrains de « Solmer ».